

PELASSY, Dominique. *Qui gouverne en Europe ?* Paris, Éditions Fayard, 1992.

Alice Landau

Volume 24, numéro 1, 1993

Migrations et relations transnationales

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703152ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703152ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Landau, A. (1993). Compte rendu de [PELASSY, Dominique. *Qui gouverne en Europe ?* Paris, Éditions Fayard, 1992.] *Études internationales*, 24(1), 240–242. <https://doi.org/10.7202/703152ar>

rêts de cet ouvrage que de nous le prouver sur un exemple précis. L'auteur fait preuve tout au long d'une grande érudition, trop grande parfois car toutes les références ne sont probablement pas indispensables, ni d'ailleurs toutes les notes de bas de page (plus de 1900). Pour notre part nous regrettons également que toutes les références ne soient pas regroupées dans une bibliographie unique et que certaines figurent précisément en bas de page avec la méthode des *ibid*, *infra* et *supra* qui rend très difficile la lecture d'une partie isolée du livre. Mais chacun sait que, face à un éditeur, un auteur ne maîtrise hélas pas toujours tous les aspects de son œuvre. L'ouvrage restera cependant certainement une référence dans le domaine.

Gérard VERNA

Département de management  
Université Laval, Québec

PELASSY, Dominique. *Qui gouverne en Europe ?* Paris, Éditions Fayard, 1992.

L'Europe est une mosaïque de configurations, si différentes qu'elles déboutent toute tentative de généralisation. Dominique Pelassy s'attelle ainsi à une entreprise ambitieuse tant est grande la variété des situations, tant l'Europe est passée maître dans l'art de démultiplier les sources du pouvoir pour en éviter les excès. Son ouvrage se veut une vaste fresque. Il se divise selon trois grands axes. La première partie est consacrée aux partis politiques qui sont restés à ce jour les protagonistes du jeu politique; la deuxième s'intéresse davantage aux pouvoirs institués du centre; la dernière enfin à la «con-

version des demandes», aux voix du social.

Tout bilan s'avère difficile voire impossible. La taille des pays, les cicatrices de l'histoire, les habitudes et les capacités des acteurs sociaux conditionnent le visage de l'Europe. Pourtant, quelques lignes fortes subsistent.

*Nouvelles attitudes, nouvelles réponses*: Les partis classiques ont perdu de leur puissance, une concurrence vivante leur dispute le terrain. Mais le défi ne les a pas soumis, tout au plus les a-t-il remis en question, laissant un moment augurer une crise des systèmes politiques. Ils n'ont jamais cessé de s'adapter aux transformations de l'environnement. Les partis européens digèrent activement les impulsions données par un public mutant et résistent à la lame de fond des années soixante-dix qui chahute le système et réveille les périphéries. Les nouveaux venus éprouvent certes des difficultés à s'imposer. Une multitude de petits groupes à vocation très spécifique s'emparent de la charge d'exprimer des demandes nouvelles, de recréer des communautés capables de résister à la dilution des identités. Les mouvements pacifistes, écologistes ou alternatifs se mobilisent au point de devenir de possibles partenaires.

Autre conséquence des transformations de l'environnement, les partis ont rectifié leur stratégie. Ressemblant à des «supermarchés», ils ont cédé aux tentations consuméristes, diversifiant leur programme en direction de catégories sociales plus nombreuses. Les différences idéologiques ont perdu de leur

acuité. Pourtant, la dimension gauche-droite n'a pas été rayée de l'imaginaire collectif. Le courant socialiste représente encore un des éléments les plus saillants de la spécificité ouest-européenne.

Son unité n'a rien d'une donnée immuable : il a souffert de césures significatives, de l'antagonisme des factions. Les courants socialistes se sont mués en phalanges attelées aux soutiens des présidentiables. Le nationalisme a débauché des fractions importantes de l'électorat populaire. L'identification entre le socialisme et la classe ouvrière se relâchant, la sensibilité socialiste a atteint les catégories moyennes. Au discours massif du socialisme, les dirigeants ont substitué des programmes en forme de catalogue, mais se sont soumis du même coup à l'évolution symétrique des partis de droite. Il y a un lien entre le déclin de l'identification partisane et le sentiment grandissant d'une équivalence entre les formations. Comment rester psychologiquement impliqué dans des jouets qui ne proposent plus d'enjeux ? L'auteur se pose la question de savoir à quoi sert la gauche ? S'est-elle banalisée au point de ne constituer qu'un contrepoids mécanique dans un système démocratique qui verrait dans l'alternance d'équipes interchangeables, le moyen de son équilibre ?

La droite partage au fond bien peu de choses. S'y retrouvent des partis religieux, des partis nationalistes ou des partis instrumentaux. Sa consistance vient d'une conception partagée de l'ordre institué et d'une défense de la société. L'opposition droite-gauche recoupe le

clivage religiosité-sécularisme. La corrélation entre attitudes conservatrices et pratique religieuse est une des plus solides. La religion et l'état représentent, pour les sensibilités conservatrices, des forces dispensatrices de valeurs de normes, de repères. Mais, autant que la gauche, la droite a été amenée à modeler ses programmes et ses politiques. On ne peut analyser les sursauts de l'extrême-droite en France, en Autriche, en Allemagne, voire en Italie sans évoquer « l'amollissement » des grandes formations. En s'inclinant vers le centre, la droite a libéré un espace pour les mouvements extrémistes.

Un constat s'impose : les partis souffrent d'infériorité face aux groupes organisés qui, dans le nord de l'Europe, se sont constitués en partenaires et concurrents des formations politiques. La fragmentation très importante des sociétés européennes ajoute à la complexité du système partisan, qui pourrait refléter la mosaïque des fractures, si bien décrite par Stein Rokkan.

Le déclin des parlements paraît symptomatique des transformations radicales dans le jeu politique. L'impulsion politique leur échappe au profit d'un exécutif, doté d'une panoplie d'instruments pour forcer le consentement des élus. À la seule exception des régimes où la coalition est la norme et des pays du Nord où les parlements se sont donné les moyens de la vigilance, le parlement semble dépouillé de sa vocation à énoncer la volonté populaire. Il devient un lieu où les partis exposent leurs arguments, où les parlementaires sont, tout au plus des intercesseurs locaux. Le renforce-

ment du pôle gouvernemental paraît de prime abord le corollaire logique de l'effacement des parlements. Certes, les gouvernements d'Europe ont vu leur forme se transformer. Ils ont grandi, se sont étirés. Mais, leur pouvoir apparaît plus mythologique que réel. Leur liberté de manœuvre est entravée par les facteurs qui ont paradoxalement fondé leur suprématie. Les gouvernements ont été dépossédés de leur pouvoir par des groupes d'intérêt puissants et une administration qui fait écran.

*Le règne du mandarinat*: L'expansion du rôle de l'État et le développement des bureaucraties ont ouvert le piège du gouvernement des experts et des technocrates. L'auteur n'hésite pas à parler d'un mandarinat, qui engorge la machine gouvernementale et qui a conquis un rôle capital. Les hauts fonctionnaires sont la mémoire de départements et de l'État. Ils filtrent l'information, et, parés de la légitimité de leur expertise, ils cisèlent les lois. La circulation est facile entre le monde politique, administratif et économique. L'homogénéité des élites est puissante. Les hauts fonctionnaires disposent d'alliances et de complicités auprès des décideurs économiques. En Grande-Bretagne et en France, la haute fonction publique est un groupe fermé. Ailleurs, elle est plus accessible. Mais presque partout, l'esprit de corps imperméabilise le tissu de la bureaucratie d'État.

Le partage institutionnel du pouvoir s'entend également au niveau territorial. Longtemps occultée, la question de l'équilibre entre le centre et la périphérie refait surface, sous la pression des sous-

cultures rivales. Les pays européens s'essayaient à la décentralisation administrative, avec plus ou moins de bonheur. L'évolution est au repli du gouvernement central, à une vitalité des communes par rapport aux régions, à l'apparition de nouvelles formules permettant aux demandes de la périphérie de parvenir au centre.

Ce qui ressort de cette vaste fresque est un sentiment de vide. Rien ne permet de sensibiliser le noyau exécutif et bureaucratique aux besoins et aux demandes du public. Ressentiments et frustrations s'accroissent. Au-delà du débat sur le traité de Maastricht, les résultats du référendum français confirment le diagnostic de Dominique Pelassy. Il est cependant difficile de se frayer un chemin au travers de cette mosaïque européenne. Si les mandarins ont dépossédé le politique, pourquoi ne leur avoir consacré que si peu de pages. Si les demandes sociales se font si présentes, pourquoi ne pas avoir abordé les associations et groupes qui semblent offrir une chambre d'écho plus propice ?

Alice LANDAU

Université de Genève, Suisse

PINDER, John. *The European Community and Eastern Europe*. New York, Council on Foreign Relations Press, 1991, 128 p.

Cette courte monographie, terminée en avril 1991, cherche à répondre à quelques interrogations concernant la politique de la Communauté européenne face à l'Europe orientale et l'URSS. Comment aider les voisins de l'Est dans leur transition vers la démocratie pluraliste et l'économie de marché ? Comment